DECRET n° 2015-67 du 4 février 2015 portant ratification de l'Accord de Prêt n° 903, d'un montant total de 7.000.000 de dinars koweïtiens, soit environ 13.000.000.000 de francs CFA, conclu le 17 décembre 2014, entre le Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe, FKDEA, et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du projet d'approvisionnement en eau potable de la ville d'Adzopé dans la région de l'Est de la Côte d'Ivoire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et du ministre des Infrastructures économiques,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Vu l'Accord de Prêt n° 903 du 17 décembre 2014 relatif au financement du projet d'approvisionnement en eau potable de la région de la ville d'Adzopé, dans la région de l'Est de la Côte d'Ivoire ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — L'Accord de Prêt n° 903, d'un montant total de 7.000.000 de dinars koweïtiens, soit environ 13.000.000.000 de francs CFA, conclu le 17 décembre 2014, entre le Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe, FKDEA, et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du projet d'approvisionnement en eau potable de la ville d'Adzopé, dans la région de l'Est de la Côte d'Ivoire, est ratifié.

Art. 2. — Le ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et le ministre des Infrastructures économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 4 février 2015.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2015-68 du 4 février 2015 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Système intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat, en abrégé SIGFAE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, du ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, des Affaires sociales et de la

Formation professionnelle, du garde des Sceaux, ministre de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés publiques, du ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, du ministre auprès du Président de la République, chargé de la Défense, du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 2014-336 du 5 juin 2014 relative aux lois des Finances ;

Vu la loi n° 78-662 du 4 août 1978 portant Statut de la Magistrature ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 2002-43 du 21 janvier 2002 portant Statut du Corps préfectoral, telle que modifiée, en ses dispositions relatives aux limites d'âge de départ à la retraite des membres du Corps préfectoral, par l'ordonnance n° 2008-375 du 17 décembre 2008 ;

Vu la loi n° 2007-669 du 27 décembre 2007 portant Statut du Corps diplomatique ;

Vu l'ordonnance n° 2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes des pensions gérées par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 95-121 du 22 février 1995 portant attributions, organisation et fonctionnement du contrôle financier ;

Vu le décret n° 2003-412 du 30 octobre 2003 fixant les modalités d'application de la loi n° 2002-43 du 21 janvier 2002 portant Statut du Corps préfectoral, tel que modifié par le décret n° 2007-605 du 8 novembre 2007 ;

Vu le décret n° 2012-365 du 18 avril 2012 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérées par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — Il est créé un Système intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat, en abrégé SIGFAE.

Art. 2. — Le SIGFAE a pour objet la gestion automatisée de la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat. Il est l'outil de gestion administrative et financière des ressources humaines de l'Etat.

A ce titre, le SIGFAE a pour mission :

- de relier via un réseau informatique, l'ensemble des services publics qui interviennent dans la gestion administrative et financière des ressources humaines employées par l'Etat ;

- de fournir une gestion automatisée de la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat, depuis le recrutement jusqu'à la retraite ;

- de traiter et de produire rapidement les actes concernant les fonctionnaires et agents de l'Etat ;

- de produire le Fichier unique de Référence, en abrégé FUR, fusion de tous les fichiers de paie des ressources humaines de l'Etat ;

- de fournir périodiquement des statistiques fiables sur l'ensemble des ressources humaines de l'Etat ;

- de faciliter l'archivage et la planification en matière de ressources humaines de l'Etat.

Art. 3. — Le SIGFAE comprend deux organes :

- le comité de pilotage ;

- le secrétariat technique.

Art. 4. — Le comité de pilotage est l'organe institutionnel de concertation, d'orientation et de décision de la mise œuvre du SIGFAE. Il a pour mission de veiller à la réalisation des objectifs stratégiques du SIGFAE conformément à la politique nationale en matière de modernisation et d'informatisation de la gestion des ressources humaines de l'Etat.

A ce titre, il est chargé :

- d'entériner les dossiers techniques liés au SIGFAE ;

- de veiller à la cohérence des procédures de gestion des fonctionnaires et agents de l'Etat ;

- de donner l'autorisation d'accès aux administrations habilitées à utiliser le SIGFAE au regard de la conformité de leurs procédures de gestion des ressources humaines au système ;

- de rendre compte régulièrement au Gouvernement de l'état d'avancement du processus de mise en œuvre du SIGFAE ;

- d'identifier les études à mener dans le cadre de la mise en œuvre du SIGFAE ;

- de créer les conditions de mise en place du Fichier unique de Référence, FUR ;

- d'examiner et de soumettre à l'approbation du Gouvernement les plans d'action annuels et les rapports d'activités ;

- d'approuver les modifications techniques et financières significatives intervenant au cours de la mise en œuvre du SIGFAE et du FUR ;

- de veiller à la communication, à la diffusion et à la vulgarisation des informations sur le SIGFAE et le FUR.

Art. 5. — Le comité de pilotage est présidé par le Premier Ministre ou son représentant et comprend :

- le ministre chargé de l'Administration du Territoire ;

- le ministre chargé de la Sécurité ;

- le ministre chargé des Affaires étrangères ;

- le ministre chargé du Plan ;

- le ministre chargé des Affaires sociales ;

- le ministre chargé de la Justice ;

- le ministre chargé de l'Economie et des Finances ;

- le ministre chargé de la Fonction publique ;

- le ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication ;

- le ministre chargé de la Défense ;

- le ministre chargé du Budget.

Art. 6. — Le comité de pilotage se réunit une fois par trimestre sur convocation de son président. Toutefois, le comité de pilotage peut se réunir, de façon extraordinaire, autant de fois que nécessaire, pour traiter de questions urgentes. Le président du comité de pilotage peut, en cas de besoin, inviter aux réunions dudit comité, toute expertise extérieure aux fins d'éclairage sur un sujet donné. Les réunions du comité de pilotage sont sanctionnées par des procès-verbaux.

Art. 7. — Pour l'exécution de ses missions, le comité de pilotage est doté d'un secrétariat technique.

Le secrétariat technique est chargé :

- de mettre en application les décisions du comité de pilotage et d'en assurer le suivi régulier ;

- d'assurer la gestion quotidienne et de veiller périodiquement à la régularité des informations qui y sont intégrées ;

- de superviser le traitement de toutes les opérations de gestion de la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat ;

- de veiller à l'archivage, à la diffusion et à la disponibilité dans le SIGFAE, des actes traités et produits ainsi qu'à leur accessibilité par chaque acteur habilité qui pourra également, en tant que de besoin, en faire l'impression sur support papier.

Art. 8. — Le secrétariat technique comprend :

- le représentant du ministre de la Fonction publique, coordonnateur ;

- le représentant du ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication ;

- le directeur général de la Réforme administrative et de l'Informatisation ou son représentant ;

- le directeur général de la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat ou son représentant ;

- le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique ou son représentant ;

- le directeur général du Budget et des Finances ou son représentant ;

- le directeur des Ressources humaines du ministère en charge des Affaires étrangères ou son représentant ;

- le directeur des Ressources humaines du ministère en charge de l'Administration du Territoire ou son représentant ;

- le directeur des Ressources humaines du ministère en charge de la Sécurité ou son représentant ;

- le directeur des Ressources humaines du ministère en charge du Plan ou son représentant ;

- le directeur des Ressources humaines du ministère en charge de la Justice ou son représentant ;

- le directeur des Ressources humaines du ministère en charge de la Défense ou son représentant ;

- le directeur des Ressources humaines du ministère en charge de l'Education nationale ou son représentant.

Art. 9. — Le secrétariat technique peut être autorisé, pour la mise en œuvre de ses missions, par le comité de pilotage, à accéder aux fichiers de toute administration publique susceptible de favoriser la fiabilité des données contenues dans le SIGFAE.

Art. 10. — Le secrétariat technique se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par mois, sur convocation du coordonnateur. Le secrétariat technique peut, en cas de besoin, faire appel à toute personne-ressource dont la compétence est jugée nécessaire.

Art. 11. — Le coordonnateur est responsable de l'exécution des missions du secrétariat technique. Il veille au bon fonctionnement du secrétariat technique et assure le secrétariat des réunions du comité de pilotage ainsi que la rédaction et la diffusion des rapports et procès-verbaux y relatifs.

Art. 12. — Les actes qui induisent des effets financiers sur la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat, sont soumis au visa préalable du contrôle financier dans le SIGFAE.

Art. 13. — La liquidation du salaire des fonctionnaires et agents de l'Etat s'effectue uniquement via les fichiers de référence produits par le SIGFAE. Le SIGFAE est le système de référence de production du bulletin de paie des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Art. 14. — La liquidation de la pension des fonctionnaires et agents de l'Etat admis à faire valoir leur droit à la retraite s'effectue uniquement via les fichiers de référence produits par le SIGFAE. Le SIGFAE est le système de référence de production du bulletin de paie de la pension des fonctionnaires et agents de l'Etat à la retraite.

Art. 15. — Les charges de fonctionnement et d'investissement du comité de pilotage et du secrétariat technique sont imputables au budget de l'Etat.

Art. 16. — Les applications informatiques et les supports du SIGFAE font l'objet d'une protection, conformément aux lois et règlements en la matière. Les conditions et les modalités d'exploitation de ces applications informatiques dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article 2 du présent décret sont précisées par arrêté du Premier Ministre.

Art. 17. — Un arrêté du Premier Ministre détermine les modalités de la gestion du Fichier unique de Référence, FUR, de l'harmonisation des procédures et de l'uniformisation des documents et pièces administratives requis pour la gestion administrative et financière des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Art. 18. — Le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, le ministre d'Etat, ministre de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Formation professionnelle, le garde des Sceaux, ministre de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés publiques, le ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, le ministre auprès du Président de la République, chargé de la Défense, le ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 4 février 2015.

Alassane OUATTARA.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION n° 024 /MEMI /DGAT /DAG /SDVA

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

ASSOCIATION DES FEMMES IVOIRIENNES GROSSISTES DE L'ATTIEKE (E-SI-TIA)

L'association dénommée « Association des Femmes ivoiriennes grossistes de l'Attiké (E-SI-TIA) » a pour objet de :

- organiser, stabiliser et développer le secteur de la production et de la commercialisation de l'attiké en Côte d'Ivoire ;
- favoriser une prise en main par des ivoiriennes du monopole de la vente de l'attiké à l'intérieur et à l'extérieur de la Côte d'Ivoire ;
- contrôler et maîtriser le mécanisme d'exportation de l'attiké made in Côte d'Ivoire ;
- participer à l'autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire ;
- initier et soutenir toutes les activités agropastorales visant la production et la vente du manioc et de l'attiké.

Siège : Abidjan-Yopougon, SICOGI lot n° 1902.

Adresse : 01 B.P. 4 801 Abidjan 01.

Présidente : Mlle KOUADIO Amino Eugénie.

Abidjan, le 3 janvier 2012.

Hamed BAKAYOKO.